

Un nouveau syndicat cheminot voit le jour à la SNCB, baptisé Metisp-Protect

Le nouveau syndicat est une conséquence d'une divergence de vues à la CGSP-Cheminots. Metisp reproche au syndicat socialiste d'être infiltré par le PTB. Il entend participer aux prochaines élections sociales de décembre prochain à la SNCB.

PHILIPPE LAWSON

Coup de tonnerre sur le front syndical à la SNCB. Selon nos informations, un nouveau syndicat vient d'être créé et l'objectif de ses dirigeants est de participer aux prochaines élections sociales. Baptisé Metisp-Protect pour syndicat pour la mobilité et transport intermodal des services publics-Protect ASBL, la nouvelle organisation des cheminots ratisse large. D'après ses statuts qui viennent d'être publiés au Moniteur et que nous avons pu consulter, elle entend, défendre les «*intérêts professionnels de tous les membres du personnel des chemins de fer belges, quelle que soit la qualification administrative à laquelle ils appartiennent*». Les dirigeants du nouveau syndicat veulent participer au dialogue social et se réservent le droit d'utiliser tous les moyens d'action syndicale à leur disposition.

PTB, cheval de Troie à la CGSP

Parmi les membres fondateurs, on retrouve différents métiers de la SNCB (accompagnateur de train, sous-chef de gare, agent de triage, etc.). La nouvelle organisation risque de compliquer la vie des syndicats reconnus de la SNCB, principalement la CGSP-Cheminots. Les membres fondateurs sont d'ailleurs tous d'anciens délégués du syndicat socia-

liste dont ils sont en rupture de ban. Ils seraient d'ailleurs très appréciés dans leur service. Ils reprochent à la CGSP de ne pas défendre assez les cheminots et de reculer sur toute une série de points comme la problématique des pensions, les statuts, les conditions de travail des agents. Ils dénoncent dans le chef de certains dirigeants de la CGSP-Cheminots des conflits d'intérêts qui les empêchent de monter au front pour défendre les travailleurs. Ils estiment que la CGSP-Cheminots se laisse envahir par des affiliés du PTB, le parti d'extrême gauche. «*Le PTB est en train de s'installer à la CGSP-Cheminots. Il va devenir le cheval de Troie qui fera du*

tort au syndicat socialiste de l'intérieur. En ce qui nous concerne, nous recevons beaucoup de marques de soutien et beaucoup d'agents ont déjà annoncé leur démission de la CGSP-Cheminots pour nous rejoindre», nous a confié Mohammed Benyaich, technicien principal travaux de voie et président de Metisp-Protect.

Au départ, l'intention des fondateurs du nouveau syndicat était de créer une organisation aux côtés de la CGSP-Cheminots pour porter le combat sur différents dossiers (accidents de travail, statut du personnel, etc.). Mais ils disent avoir été obligés de changer leur fusil d'épaule en raison de l'accueil réservé par certains dirigeants du syndicat socialiste à leur initiative. «*Nous avons introduit notre demande d'agrément à HR Rail (société de gestion des relations sociales à la SNCB et chez Infrabel, NDLR) et il n'y a aucun élément juridique qui pourrait y faire obstacle. Notre volonté est de présenter des candidats aux élections sociales et de participer au dialogue social*», renchérit Étienne Hoet, vice-président et porte-parole de Metisp-Protect.

Contactés par nos soins, les dirigeants de la CGSP-Cheminots se refusent à tout commentaire officiel. Mais en off, ils reconnaissent que la naissance de la nouvelle organisation syndicale risque de leur faire du tort. «*Tous les déçus de la CGSP vont s'affilier chez Metisp et on risque de le payer*», analyse un res-

pensible régional wallon. «*Ce n'est pas bon pour nous. Je soupçonne les fondateurs de la nouvelle organisation d'avoir initié un mouvement pour nuire à la CGSP-Cheminots. Mais le fonctionnement social au sein de la SNCB risque d'être plus compliqué avec la multiplication des interlocuteurs syndicaux. Cette initiative ne va pas améliorer le dialogue social*», poursuit un autre.

Il rappelle que c'est un arrêt de la Cour constitutionnelle en 2017 qui a ouvert la boîte de Pandore pour la création de nouvelles organisations en permettant aux petits syndicats (SIC, UNSP, etc.) de participer aux élections sociales. Celles-ci se dérouleront entre le 3 et le 7 décembre 2018. Un total de 561 mandats sont à répartir (287 à la SNCB, 194 chez Infrabel, 5 chez HR Rail et 75 dans les commissions paritaires régionales). Avec Metisp, il y aura donc 6 syndicats qui participeront à la joute syndicale (CSC-Transcom, CGSP-Cheminots, SIC, SLFP-Cheminots, UNSP, Metisp-Protect).

Les rentrées financières de Metisp seront constituées principalement des cotisations des affiliés. Elles seront fixées par son conseil d'administration et ne devraient pas dépasser 250 euros par an. À la CGSP, la cotisation est de 12,70 euros par mois, mais un affilié en ordre de cotisation reçoit une prime de 125 euros en fin d'année.

LE RÉSUMÉ

Metisp-Protect reproche à la CGSP-Cheminots de ne pas assez défendre les travailleurs.

Sa création suscite l'inquiétude et pourrait durcir les positions syndicales à la SNCB.